

## SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

- JUIN 2021 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

La situation des charges et ressources du Trésor au titre du premier semestre de l'année en cours fait ressortir un déficit budgétaire de 29,5 MM.DH, contre un déficit de 29 MM.DH à la même période de 2020. A rappeler que le déficit à fin juin 2020 intégrait un excédent de 15,3 MM.DH au titre du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie Covid-19.

Cette situation devrait être analysée en tenant compte :

- d'un effet de base lié à l'impact sur les recettes fiscales de l'arrêt brutal de l'activité en 2020, notamment durant la période du confinement ;
- de la mobilisation en 2020 de recettes exceptionnelles importantes dans le cadre du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie Covid-19 ;
- des signes de redressement de l'activité économique perceptibles à partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2021, en relation notamment avec la bonne campagne agricole, la reprise de la demande intérieure et le déroulement de la campagne de vaccination dans des conditions favorables ;
- de l'assouplissement, au cours du mois de juin 2021, des mesures de restriction sanitaires.

### RECETTES

#### Affermissement des recettes fiscales

...

Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une hausse de près de 10,8 MM.DH comparativement à fin juin 2020 et un taux de réalisation de 50,4% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF).

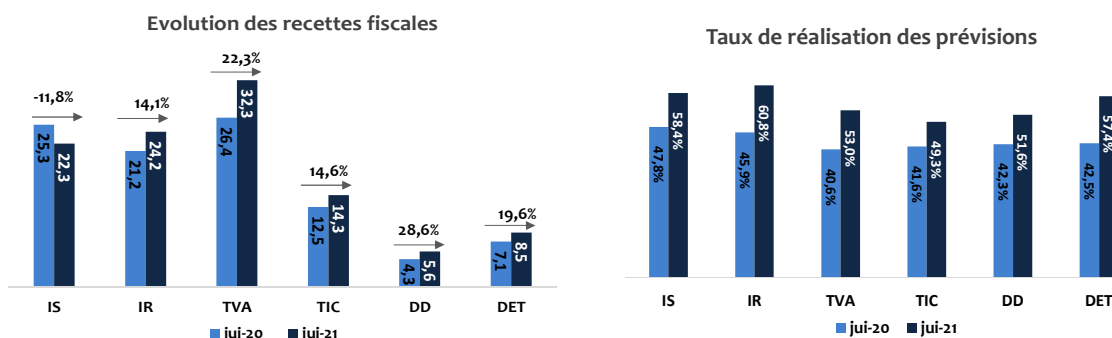
Les recettes fiscales ont affiché un bon comportement, à l'exception de l'IS qui a reculé de 3 MM.DH ou 11,8%, en relation notamment avec la baisse de l'activité en 2020. Globalement, les recettes fiscales se sont inscrites en hausse de 8,3 MM.DH ou 8,4%, enregistrant ainsi un taux de réalisation de 55,2%. Cette augmentation est de 11,8 MM.DH ou 12%, si l'on tient compte de la contribution de solidarité affectée, en 2021, au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale.

Les principales évolutions se présentent comme suit :

- Amélioration de l'IR de 3 MM.DH ou 14,1% sous l'effet notamment des recettes générées par les deux opérations de régularisation spontanée de

la situation fiscale du contribuable (836 M.DH) et de l'augmentation de l'IR sur salaire (793 M.DH) et sur les profits fonciers (619 M.DH) ;

- Hausse des recettes de la TVA à l'intérieur de 2 MM.DH ou 20,3%, tirée par la poursuite du redressement de la demande intérieure suite notamment à la reprise de la consommation des ménages ;
- Progression de la TVA à l'importation de 3,9 MM.DH ou 23,4% imputable notamment à la TVA sur les produits hors énergie, suite au regain du dynamisme des importations au titre de ces produits (+19% à fin mai) ;
- Augmentation des taxes intérieures de consommation de 1,8 MM.DH ou 14,6% et des droits de douane de 1,2 MM.DH ou 28,6%, en liaison respectivement avec la progression des mises à la consommation et des importations ;
- Progression des recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre de 1,4 MM.DH ou 19,6%.



### ...et progression des recettes non fiscales

Pour leur part, les recettes non fiscales ont atteint 9,8 MM.DH contre 8,4 MM.DH à fin juin 2020.

Ces recettes proviennent, à hauteur de 5,2 MM.DH, des produits provenant des établissements et entreprises publics, notamment au titre des dividendes de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie (2 MM.DH) et de l'OCP (2 MM.DH).

## DEPENSES

### Hausse des dépenses...

L'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une augmentation de 6,6 MM.DH ou 5,4% et un taux d'exécution de 51,8%.

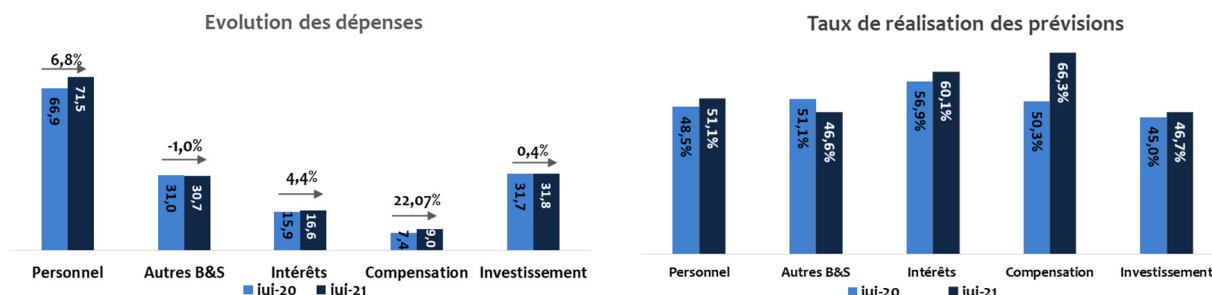
L'évolution de ces dépenses par rapport à fin juin 2020 s'explique par la hausse des dépenses de biens et services de 4,2 MM.DH, dont 4,5 MM.DH au titre des dépenses de personnel, notamment sous l'effet des rappels (+2,5 MM.DH) et des mesures de la 3<sup>ème</sup> tranche de l'augmentation des salaires décidée en 2019 dans le cadre du dialogue social. Les dépenses au titre des « autres biens et services » ont, en revanche, enregistré un léger recul de 0,3 MM.DH.

La charge de la compensation a augmenté, quant à elle, de 1,6 MM.DH en liaison notamment avec la hausse du cours du gaz butane qui a atteint une moyenne de 530,01 \$/T.

Les intérêts de la dette se sont inscrits en hausse de 697 M.DH, recouvrant une augmentation de 752 M.DH des intérêts de la dette extérieure et une légère baisse de ceux afférents à la dette intérieure (-55 M.DH).

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire négatif de 8,4 MM.DH contre -12,7 MM.DH à fin juin 2020, soit une amélioration de 4,2 MM.DH.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 31,8 MM.DH, soit quasiment le même niveau qu'à fin juin 2020. Comparativement aux prévisions de la LF 2021, leur taux de réalisation s'est établi à 46,7%.



## COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

**Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...**

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de 10,7 MM.DH contre 15,3 MM.DH à fin juin 2020.

A noter que les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 3,5 MM.DH correspondant au produit de la contribution sociale de solidarité sur les bénéfiques et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale en vertu de la LF 2021.

## FINANCEMENT

**Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...**

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 18,2 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 47,8 MM.DH.

Ce besoin a été couvert principalement par le recours au marché de la dette intérieure et la mobilisation de financements extérieurs pour des flux nets respectifs de 23,4 MM.DH et 3,9 MM.DH, ainsi que par la hausse des dépôts au Trésor pour un montant de 13,5 MM.DH et du flux net des placements sur le marché monétaire (+1,5 MM.DH).

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 75,6 MM.DH, contre 88,1 MM.DH au titre de la même période de 2020, et des remboursements en principal pour 52,2 MM.DH, contre 49,3 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 8,8 MM.DH, contre 10,3 MM.DH à fin juin 2020, et des amortissements de près de 5 MM.DH contre 3,9 MM.DH un an auparavant.

**SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR**  
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

	En M.DH					
	juin 2020	Loi de finances 2021	juin 2021	juin 2021 / juin 2020		Taux de réalisation en %
				en %	en valeur	
<b>I - RECETTES ORDINAIRES</b>	108.591	236.907	119.381	9,9%	10.789	50,4%
<b>RECETTES ORDINAIRES (hors privat.)</b>	108.591	232.907	119.381	9,9%	10.789	51,3%
<b>Recettes fiscales</b>	99.663	195.578	107.988	8,4%	8.325	55,2%
- Impôts directs	49.393	80.112	47.392	-4,1%	-2.001	59,2%
- Impôts indirects	38.878	89.970	46.583	19,8%	7.705	51,8%
- Droits de douane	4.319	10.768	5.552	28,6%	1.233	51,6%
- Enregistrement et timbre	7.073	14.729	8.461	19,6%	1.388	57,4%
<b>Recettes non fiscales</b>	8.363	38.029	9.825	17,5%	1.462	25,8%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	1.105	17.118	5.155	366,5%	4.050	30,1%
- Autres recettes	7.258	16.912	4.670	-35,7%	-2.588	27,6%
- Privatisation	0	4.000	0	-	0	-
<b>Recettes de certains CST</b>	565	3.300	1.567	177,3%	1.002	47,5%
- Fonds de soutien des prix	0	600	118	-	118	19,7%
- Fonds spécial routier	565	2.700	1.449	156,5%	884	53,7%
<b>II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST</b>	137.604	308.038	148.898	8,2%	11.294	48,3%
						=DIV/fo
<b>DEPENSES ORDINAIRES</b>	121.266	246.938	127.820	5,4%	6.554	51,8%
<b>Biens et services</b>	97.974	205.710	102.211	4,3%	4.237	49,7%
Personnel (1)	66.941	139.860	71.499	6,8%	4.558	51,1%
Autres biens et services	31.033	65.850	30.712	-1,0%	-321	46,6%
<b>Dettes publiques (2)</b>	15.933	27.678	16.630	4,4%	697	60,1%
Intérieure	14.092	23.560	14.037	-0,4%	-55	59,6%
Extérieure	1.841	4.118	2.593	40,9%	752	63,0%
<b>Compensation (3)</b>	7.359	13.550	8.979	22,0%	1.620	66,3%
<b>SOLDE ORDINAIRE</b>	-12.675	-10.031	-8.440	-33,4%	4.235	84,1%
						=DIV/fo
<b>INVESTISSEMENT</b>	31.670	68.100	31.802	0,4%	132	46,7%
dont Fonds spécial routier	547	2.700	783			29,0%
<b>III - SOLDE DES CST (4)</b>	15.332	7.000	10.724	-30,1%	-4.608	153,2%
						=DIV/fo
<b>DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL</b>	-29.013	-71.131	-29.517	1,7%	-505	41,5%
<b>VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE</b>	-6.541		-18.238		-11.697	
<b>BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT</b>	-35.554	-71.131	-47.755	34,3%	-12.202	67,1%
<b>FINANCEMENT INTERIEUR</b>	29.153	36.780	43.900		14.747	119,4%
Endettement intérieur	38.795		23.439		-15.355	
Autres opérations	-9.641		20.461		30.102	
<b>FINANCEMENT EXTERIEUR</b>	6.401	34.351	3.855		-2.545	11,2%
Tirages	10.326	41.000	8.827		-1.499	21,5%
Amortissements	-3.925	-6.649	-4.972		-1.047	74,8%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autres biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

	juin 2020	Loi de finances 2021	juin 2021	juin 2021 / juin 2020	
				en %	en valeur
<b>RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>108.591</b>	<b>236.907</b>	<b>119.381</b>	<b>9,9%</b>	<b>10.789</b>
<b>RECETTES ORDINAIRES (Hors Privat.)</b>	<b>108.591</b>	<b>232.907</b>	<b>119.381</b>	<b>9,9%</b>	<b>10.789</b>
<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>99.663</b>	<b>195.578</b>	<b>107.988</b>	<b>8,4%</b>	<b>8.325</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>49.393</b>	<b>80.112</b>	<b>47.392</b>	<b>-4,1%</b>	<b>-2.001</b>
Taxe professionnelle	162	69	112	-30,9%	-50
I.S	25.325	38.236	22.341	-11,8%	-2.984
I.R.	21.215	39.797	24.215	14,1%	3.000
Contribution de solidarité sur les bénéfices	2.111	0	62	-97,1%	-2.049
Taxe urbaine/d'habitation	19	34	14	-26,3%	-5
Majorations	551	1.924	636	15,4%	85
Autres impôts directs	10	52	12	20,0%	2
<b>Impôts indirects</b>	<b>38.878</b>	<b>89.970</b>	<b>46.583</b>	<b>19,8%</b>	<b>7.705</b>
<b>T.V.A.</b>	<b>26.383</b>	<b>60.907</b>	<b>32.258</b>	<b>22,3%</b>	<b>5.875</b>
(Intérieure)	9.728	24.714	11.702	20,3%	1.974
(Importation)	16.655	36.193	20.556	23,4%	3.901
<b>T.I.C.</b>	<b>12.495</b>	<b>29.063</b>	<b>14.325</b>	<b>14,6%</b>	<b>1.830</b>
(Tabacs)	5.231	11.211	5.576	6,6%	345
(Produits énergétiques)	6.531	15.926	7.824	19,8%	1.293
(Autres)	733	1.926	926	26,3%	193
<b>Droits de douane</b>	<b>4.319</b>	<b>10.768</b>	<b>5.552</b>	<b>28,6%</b>	<b>1.233</b>
<b>Enregistrement et timbre</b>	<b>7.073</b>	<b>14.729</b>	<b>8.461</b>	<b>19,6%</b>	<b>1.388</b>
<b>RECETTES NON FISCALES</b>	<b>8.363</b>	<b>38.029</b>	<b>9.825</b>	<b>17,5%</b>	<b>1.462</b>
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	1.105	17.118	5.155	366,5%	4.050
- Autres recettes	7.258	16.912	4.670	-35,7%	-2.588
- Privatisation	0	4.000	0	-	0
<b>Recettes de certains CST</b>	<b>565</b>	<b>3.300</b>	<b>1.567</b>	<b>177,3%</b>	<b>1.002</b>
Fonds de soutien des prix	0	600	118	-	118
Fonds spécial routier	565	2.700	1.449	156,5%	884